N° 24

# Des mesures qui n'arrêteront pas le déclin!

Lors du Conseil d'Administration de SGS du 24 avril 2001, la direction annonçait, au regard des résultats négatifs de l'année 2000 et des perspectives 2001, son intention de « prendre des mesures de redéploiement complémentaires » afin que la société revienne à l'équilibre économique. Elle ajoutait « les travaux en cours ont pour objectif d'en minimiser l'impact ».

La direction a proposé au secrétaire du CE la tenue d'un comité d'entreprise extraordinaire dans la semaine 30 (entre le 23 juillet et le 27) ce qu'il a refusé. Finalement le dit « plan de redéploiement » sera présenté officiellement au CE du 28 août.

Lors du CE du 31 juillet, la direction a levé le voile sur ses intentions :

- ✓ D'un point de vue économique la seule mesure envisagée est l'arrêt des activités mainframe IBM en France. Ces activités seraient transférées à la filiale italienne de SchlumbergerSema. Les activités de pilotage, gestion de production et de changement, gestion et administration de l'infrastructure technique sont concernées.
- ✓ D'un point de vue organisationnel, les activités de pilotage aujourd'hui à Nanterre retourneront à Croissy.
- ✓ Enfin, la direction annonce son souhait de se séparer des personnels dits « agés » qu'elle estimerait non nécessaire à la bonne marche de la société selon des critères qu'elle seule connaît.

Voici d'un point de vue factuel le compte-rendu des principaux éléments portés à notre connaissance

### **Quelques commentaires**

Alors que les difficultés rencontrées sont connues depuis des années (dépendance d'un client principal (notre ancien actionnaire France Telecom), évolution des technologies), la direction une fois encore se contente de proposer des actions sur les seuls coûts et notamment sur les emplois. Nous n'avons pas entendu de réelles propositions permettant de sortir de la spirale du déclin.

En conséquence de ce projet, la direction annonce d'ores et déjà :

**41 licenciements secs** basés sur l'âge, la direction ne fera aucune proposition de reclassement à ces salariés (voir le tract de la direction diffusé avec les fiches de paie), cette mesure n'étant pas basée sur le volontariat. Une trentaine de salariés de la filière IBM sont aussi concernés par ce projet. Ils se verront faire une proposition de reclassement mais on sait ce que cela veut dire. A suivre...

Au final, **l'emploi pour 10 % de l'effectif actuel est menacé** soit environ 70 personnes.

Nous sommes inquiets, non seulement pour les personnels aujourd'hui menacés dans leur emploi, mais aussi pour demain.

D'ores et déjà tous les indicateurs sont au rouge :

- o Le turn-over est plus important que dans la plupart des sociétés d'infogérance.
- Des contrats sont d'ores et déjà dénoncés pour la fin de l'année et pour 2002. En l'absence de choix définis, la recherche de contrats commerciaux s'apparente au tonneau des Danaïdes.
- La nomination du nouveau président (voir au verso) n'est pas un signe encourageant car René Coletti porte une lourde responsabilité dans la situation actuelle en tant qu'ancien responsable de BSF (Business System France). Nous mettons en corrélation le décrochage de l'évolution du chiffre d'affaires par rapport à l'évolution du marché avec la suppression des forces commerciales propres à la société dans cette période. Nous avons constaté des coûts indus (5,3 MF en 2000) au bénéfice de cette structure.

En l'absence de véritables choix industriels et commerciaux, ce projet est suicidaire dans un métier où la main d'œuvre et la matière grise sont essentielles. La société a d'abord besoin d'un nouveau dynamisme. Nous nous opposerons avec la plus grande vigueur à la mise en place de ce plan.

# Ce que nous allons faire

Nous proposerons des réunions d'information du personnel d'ici le 28 août.

Nous avons demandé à la commission économique du CE de se pencher sur les éléments déjà connus et de faire des observations écrites pour le CE du 28 août.

Nous étudions d'un point de vue juridique, l'ensemble des éléments déjà connus pour en mesurer toutes les conséquences.

#### Qu'est-ce qu'un plan social?

Si le licenciement concerne 10 salariés et plus dans une entreprise d'au moins 50 salariés, l'employeur doit mettre en oeuvre un plan social, dont l'objectif sera d'éviter les licenciements ou de les limiter.

A défaut de plan social, la procédure de licenciement ainsi que la rupture des contrats de travail sont sans effet.

Le plan social peut contenir des reclassements, des aides à la création d'activités, une réduction du temps de travail, etc. Le comité d'entreprise doit être informé et consulté tant sur le projet de licenciement que sur le contenu du plan, qui doit être communiqué à la Direction Départementale du Travail, de l'emploi et de la Formation professionnelle.

Un conseil d'Administration s'est tenu le 12 juillet. Lors de celui-ci un nouveau président a été nommé : René Coletti en remplacement de Pierre Bonelli.

Nous ne verserons aucune larme pour le départ de ce monsieur !

En tant qu'organisation syndicale et avec nos camarades de Sema et Sema Telecom, nous avons demandé par un courrier, en date du 12 juillet, une rencontre aux dirigeants de Schlumberger afin de connaître leurs intentions en matière économique et sociale.

A la date d'aujourd'hui, nous n'avons toujours reçu aucune réponse.

Schlumberger est une compagnie qui se targue d'être à l'écoute de ses personnels, nous demandons à voir!

#### Nouvelles du groupe SCHLUMBERGER

Les activités RMS (fabrication de compteurs) en France sont vendues. Elles devraient sortir prochainement du groupe. « Schlumberger finit donc de brader, avec cette vente, les dernières activités de la Compagnie des Compteurs achetée en 1970 » selon la CGT Schlumberger RMS.

Pour vous informer: notre site Web.

http://cgtsgs.multimania.com

N'hésitez pas à contacter un élu CGT pour toute question, problème, interprétation... Les délégués syndicaux :

> Francis GUISSARD 01 46 14 53 25 Jack TOUPET 01 46 14 56 94

Pour recevoir ce bulletin via mail ou pour adhérer

Mail: cgtsgs@multimania.com

